

# LENDEMAINS DE GUERRE

Ottawa, 10 janvier.

Les délégations recommencent de pleuvoir auprès du gouvernement: si celui-ci les satisfait toutes, il en aura au moins pour un nouveau milliard de dépenses. Aujourd'hui, c'est la petite ville de North-Bay qui envoie deux cents de ses citoyens supposés influents avec la mission de recommander au cabinet le creusage immédiat de la rivière des Français comme partie intégrante du célèbre projet du canal de la Baie Georgienne. M. White et M. Carvell ont reçu les délégués pour leur rappeler la nécessité de l'économie en haut lieu autant qu'au bas de l'échelle nationale, et qu'à ce compte un emprunt national par mois ne suffirait pas.

Dans un autre ordre d'idées il se fait également aujourd'hui un rassemblement dans la capitale, provoqué par une invitation générale lancée au commencement du mois par M. White aux associations fraternelles capables de prêter la main à un mouvement d'ensemble de coopération avec le gouvernement pour le rapatriement et la rentrée des soldats dans la vie civile. Un nombre assez grand de sociétés de ce genre se sont fait représenter et les délibérations ont eu lieu aujourd'hui même; on y a tracé les grandes lignes d'un programme dont on espère beaucoup de bien. Le comité en question est sous la direction immédiate de M. Daly, jeune propriétaire de grands magasins en train de passer au rang des hommes les plus connus du pays; l'on se propose de faire appel à tous les concours, publics et privés. C'est ainsi, par exemple, que les provinces sont invitées à ne rien négliger pour faciliter l'établissement des soldats sur leur territoire, en s'assurant la propriété de terres convenables à la culture et en les mettant à la disposition des nouveaux colons et des conditions qui seront soumises au contrôle des autorités fédérales. Les municipalités seront aussi appelées à faire leur part, et l'on voit qu'après elles, c'est aux groupements que l'on s'adresse, avant de passer aux initiatives individuelles. Tout indique que nous allons assister là à un grand mouvement de propagande d'abord, d'organisation ensuite, qui sera comme le fonctionnement même de la digestion d'une masse humaine par une autre plus grande, celle de la population canadienne en général. Il n'y a pas de doute cependant, que le gros de ce travail aura les plaines de l'Ouest pour théâtre principal.

Il reste encore à savoir si, dans cet effort au triple point de vue de l'assimilation de l'élément militaire, de la culture productive des terres et de l'augmentation de la population, on ne négligera pas d'agir sur ce que nous possédons déjà. Ce n'est pas tout, en effet, que d'aller chercher au loin de nouveaux producteurs, soldats canadiens ou immigrants étrangers. Ne serait-il pas de bonne politique de tirer un meilleur parti des éléments que nous possédons déjà de par l'apport des années précédant la guerre? Un professeur de Winnipeg a fait ressortir la négligence des gouvernements canadiens à s'assurer l'attachement véritable des groupes de nationalité étrangère qui peuplent en bonne partie les provinces de l'Ouest; il y a là des "ressources naturelles", ignorées et abandonnées aux mauvaises herbes du socialisme et à tous les mauvais courants, d'opinions émanant de théoriciens importés avec le reste; que fait le ministère de l'Intérieur, ou la commission de Conservation, pour protéger cette partie du patrimoine canadien et lui donner un développement normal et utile au reste de la communauté? Probablement rien. Cela pouvait à la rigueur se comprendre sans s'excuser, lorsque les nouveaux venus nous arrivaient par milliers chaque mois, ou pendant les années de guerre; mais à présent que l'on reconnaît partout le besoin urgent que nous avons d'une population saine et nombreuse, et qu'il est moins que sûr que nous verrons les anciens courants migrateurs se diriger vers nos bords, il deviendra avant longtemps évident qu'il s'impose de travailler sur la matière que nous possédons déjà, et, par le contentement que nous donnerons à nos groupements exotiques, d'exercer sur eux une influence qui les amène à représenter une valeur plus grande dans le capital national. Pour cela, il ne faudrait pas commencer par proscrire tout ce qu'ils ont de plus cher, langue, coutumes, journaux, etc. Il y faudrait en un mot du doigté et de la délicatesse; cela implique une bonne représentation française dans le gouvernement du pays; nous aurons peut-être cela à la suite des prochaines élections. Qui sait?

Ernest BILODEAU.